



Conseil économique et social

Distr. générale
24 mars 2015

Français
Original: anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Soixante et onzième session

Bangkok, 25-29 mai 2015

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire**

**Examen des questions relatives à l'appareil subsidiaire
de la Commission, y compris les activités des institutions
régionales: Commerce et investissement**

Chaînes de valeur mondiales, intégration régionale et développement durable: liens et implications politiques

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document résume les résultats empiriques et universitaires récents des recherches menées sur les chaînes de valeur, y compris l'analyse de la politique menée par le secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), tout en indiquant les implications politiques et en formulant des recommandations pour examen par les gouvernements de l'Asie et du Pacifique. Dans le document, d'autres mesures sont utilisées pour fournir des faits stylisés sur la participation des pays de la région Asie-Pacifique dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. Les principaux facteurs qui contribuent à ces niveaux de participation font également l'objet d'un examen. De plus, le document étudie les relations entre les processus d'intégration régionale et les chaînes de valeur mondiales, en particulier les liens entre les différents types d'accords commerciaux préférentiels et l'évolution des chaînes de valeur mondiales. On y trouve également une analyse des perspectives offertes aux pays en développement de l'Asie et du Pacifique pour renforcer leur participation aux chaînes de valeur régionales et mondiales comme un moyen de réaliser les objectifs de développement durable. Les liens entre la durabilité des chaînes de valeur mondiales et les entreprises sont examinés, l'accent étant mis sur les petites et moyennes entreprises. Plus précisément, le document insiste sur les implications du développement et les défis à relever par les petites et moyennes entreprises dans le contexte de certains secteurs d'activité (l'agro-industrie, le vêtement et l'habillement, et les pièces automobiles). Les concepts d'économie circulaire et d'investissement social sont également étudiés dans le contexte de leur importance pour les chaînes de valeur mondiales et de leurs liens avec ces dernières.

L'analyse se conclut par un certain nombre d'options de politique pour les stratégies commerciales nationales et la conception des politiques économiques destinées à améliorer la compétitivité des entreprises et le contenu de la production à valeur ajoutée. Le document souligne qu'aucune solution simple et valable pour tous n'existe ou n'est souhaitable et qu'en fait, certains des facteurs pesant sur l'évolution dans ce domaine peuvent ne pas être déterminés par les responsables des politiques commerciales. Plusieurs initiatives à entreprendre par la CESAP sont soumises pour examen par la Commission.

* Document non traduit en français, à l'exception du résumé.

** E/ESCAP/71/L.1/Rev.1.

Table des matières

	Page
I. Dynamique des chaînes de valeur mondiales.....	3
II. Justification de la participation des économies de l'Asie et du Pacifique aux chaînes de valeur mondiales.....	4
III. Dimension régionale de l'évolution des chaînes de valeur mondiales.....	11
A. Les initiatives d'intégration régionale et les chaînes de valeur mondiales s'entraînent mutuellement	11
B. Le commerce intrarégional joue un rôle de plus en plus grand dans le développement des chaînes de valeur mondiales dans la région.....	13
IV. Intégration du développement durable aux chaînes de valeur mondiales.....	16
A. Impact positif et négatif des chaînes de valeur mondiales sur le développement durable	16
B. Qu'est-ce qui motive les entreprises à rendre leurs chaînes de valeur mondiales plus durables?	18
C. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable entraîne la durabilité des chaînes de valeur mondiales	19
D. La participation des petites et moyennes entreprises aux chaînes de valeur mondiales est cruciale pour le développement durable	20
E. Le concept d'économie circulaire peut améliorer la durabilité environnementale tout le long des chaînes de valeur mondiales.....	22
F. L'investissement social dans les chaînes de valeur mondiales est un important facteur de la durabilité de ces chaînes de valeur mondiale.....	23
G. Élargir l'application des instruments et pratiques relatifs à la durabilité des diverses entreprises et les incorporer dans les chaînes de valeur mondiale	24
V. Conséquences pour les politiques et rôle du secrétariat: questions portées à l'attention de la Commission.....	26
Figures	
1. Principaux ressorts des chaînes de valeur mondiales.....	4
2. Principaux exportateurs et importateurs d'intrants intermédiaires des chaînes de valeur mondiales (2013).....	5
3. Part des exportations des chaînes de valeur mondiales par secteur et par groupe de revenu.....	7
4. Principaux exportateurs et importateurs de produits des chaînes de valeur mondiales (2013).....	8
5. Parts de l'Asie et du Pacifique dans le commerce mondial des produits finaux des chaînes de valeur mondiales, avant et après la crise économique mondiale de 2008-2009	9
6. Structure du commerce des intrants intermédiaires par pays de l'Asie et du Pacifique (1995-2013).....	10
7. Parts du commerce intrarégional (1995-2013).....	13
8. Empreinte carbone par produits	17
Tableau	
Exportations intrarégionales des produits issus des chaînes de valeur mondiales par groupes de pays en fonction du revenu (2013) et évolution par rapport à 1995	15

I. Dynamique des chaînes de valeur mondiales

1. Le terme « chaîne de valeur mondiale » est utilisé pour décrire une suite d'activités fonctionnelles s'inscrivant dans le processus de création de valeur faisant intervenir plus d'un seul pays¹. L'expansion de ces chaînes a eu pour effet de délocaliser les activités commerciales à différentes étapes de la création de valeur ajoutée, comme la recherche-développement, la conception, la fabrication de pièces détachées, l'assemblage en usine, la commercialisation et la gestion de l'image de marque (« branding ») dans différents pays où ces activités peuvent être menées à bien de la manière la plus efficiente. Bien que les chaînes de valeur se caractérisent par leur nature sectorielle, elles constituent généralement des filières de passage des intrants intermédiaires par des pays successifs au sein des réseaux mondiaux des sociétés transnationales. Les stratégies de production à l'échelle mondiale des sociétés transnationales consistent à déplacer le centre de gravité du commerce mondial du commerce des objets de consommation finale (biens et services) à celui des intrants intermédiaires. Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)² « environ 60 % du commerce mondial, qui se chiffre aujourd'hui à plus de 20 000 milliards de dollars, concerne le commerce de biens intermédiaires et de services qui sont intégrés à divers stades du processus de production de biens et services destinés à la consommation finale ».

2. La croissance rapide des chaînes de valeur mondiales au cours des deux dernières décennies est allée de pair avec une réduction significative des coûts du commerce international³. Une condition préalable au dégroupage international des processus de production est que les coûts commerciaux soient suffisamment bas pour permettre aux entreprises de tirer parti des avantages qu'offre chaque pays du point de vue de la maîtrise des coûts ou de l'accès aux marchés (figure 1)⁴.

3. Les coûts commerciaux regroupent l'ensemble des dépenses incombant à une entreprise important des biens ou des services du lieu de leur production au lieu de leur consommation. Parmi les autres coûts importants liés aux chaînes de valeur mondiales il faut mentionner les coûts de la coordination car les activités géographiquement dispersées doivent être gérées de manière cohérente. La diminution des coûts des transactions commerciales fait que, pour une entreprise qui auparavant concentrait les étapes de sa production dans un seul pays, il est tout à fait avantageux de délocaliser certaines étapes du processus de production. Quant aux entreprises qui fragmentent déjà leur

¹ Il existe également d'autres termes se rapportant à celui de « chaînes de valeur mondiales » et utilisés de manière interchangeable dans la littérature économique, notamment: « réseaux de productions mondiaux », « désintégration des processus », « partage international de la production », « fragmentation de la production » et « dégroupage international de la production ». Voir *Rapport sur l'investissement dans le monde 2013* (Genève, CNUCED, 2013).

² Ibid., p.122.

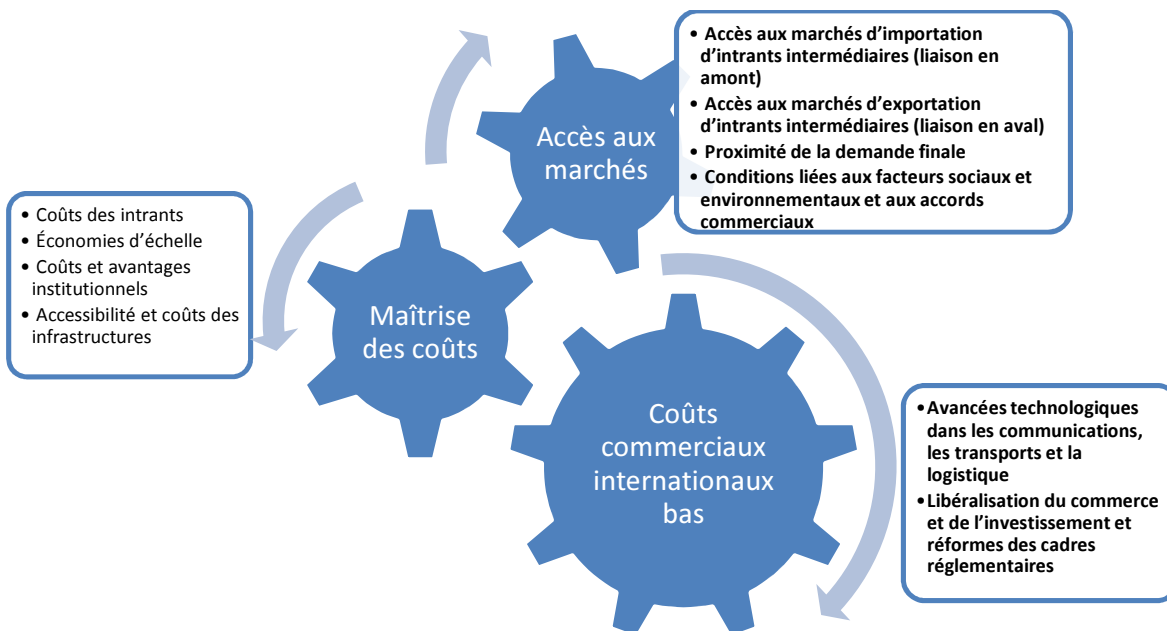
³ Dans le cas des marchandises, les coûts commerciaux comprennent les coûts du transport terrestre et les frais portuaires, les coûts du fret et des assurances, les tarifs et les droits de douane, les coûts liés aux mesures non tarifaires, voire les marges des importateurs, des grossistes et des détaillants. Voir K. De Backer et S. Microdot, « Mapping global value chains », Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), document de politique commerciale No 159 (TAD/TC/WP(2012)6/FINAL) (Paris, OCDE, 2013). Pour ce qui est des services, les coûts des transports sont remplacés en grande partie par les coûts des communications (bien que les services puissent être également assurés par des personnes physiques qui doivent se rendre dans le pays où se trouve le consommateur) et les barrières commerciales sont des mesures non tarifaires.

⁴ Il existe un grand nombre de publications et d'ouvrages consacrés aux facteurs qui influencent la décision d'une entreprise de fragmenter sa production à l'échelle internationale. Voir *Rapport sur le commerce et l'investissement en Asie et dans le Pacifique, 2015* (Bangkok, CESAP, 2015) pour plus de détails.

production à travers le monde, elles sont également susceptibles de profiter de la baisse des coûts commerciaux pour accroître la part des composants dans leur activité. Plusieurs facteurs ont entraîné la baisse des coûts commerciaux au cours des deux dernières décennies, notamment la diminution des coûts des transports et des communications grâce aux avancées technologiques, à la libéralisation de l'investissement et aux réformes des cadres régulateurs et institutionnels.

Figure 1

Principaux ressorts des chaînes de valeur mondiales



Source: CESAP.

II. Justification de la participation des économies de l'Asie et du Pacifique aux chaînes de valeur mondiales⁵

4. L'utilisation de statistiques descriptives permet de dégager plusieurs faits et tendances dont on trouvera les détails ci-dessous.

⁵ Le présent document reprend à la fois la classification de Sturgeon et Memodevic (T.J. Sturgeon et O. Memodevic, « Mapping global value chains: intermediate goods trade and structural change in the world economy », document de travail 05/2010 (Vienne, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, 2010) et la Classification par grandes catégories économiques des Nations Unies pour examiner le commerce des produits finaux et des intrants intermédiaires lié aux chaînes de valeur mondiales dans les secteurs de l'agroalimentaire, du vêtement et de la chaussure, de l'automobile et de l'électronique, à partir des données commerciales disponibles dans la base de données Comtrade de l'ONU. La méthode suivie par Sturgeon et Memodevic permet d'établir une distinction entre les produits provenant des chaînes de valeur mondiales et les produits généraux, sur la base de la différenciation des produits. Ils adoptent une notion de différenciation des produits qui non seulement se focalise sur la différenciation des produits finaux mais inclut également des intrants intermédiaires individualisés. Ces intrants tendent à être utilisés dans la fabrication de produits finaux différenciés.

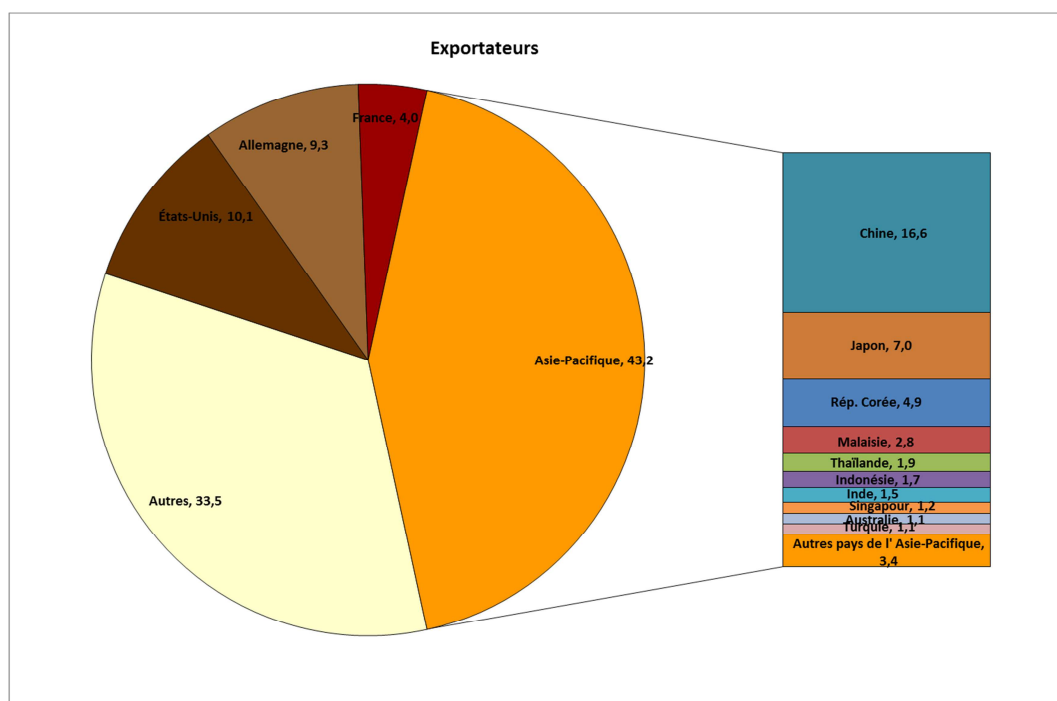
A. Les débouchés commerciaux en rapport avec les chaînes de valeur mondiales en Asie et dans le Pacifique semblent se concentrer dans 10 pays seulement

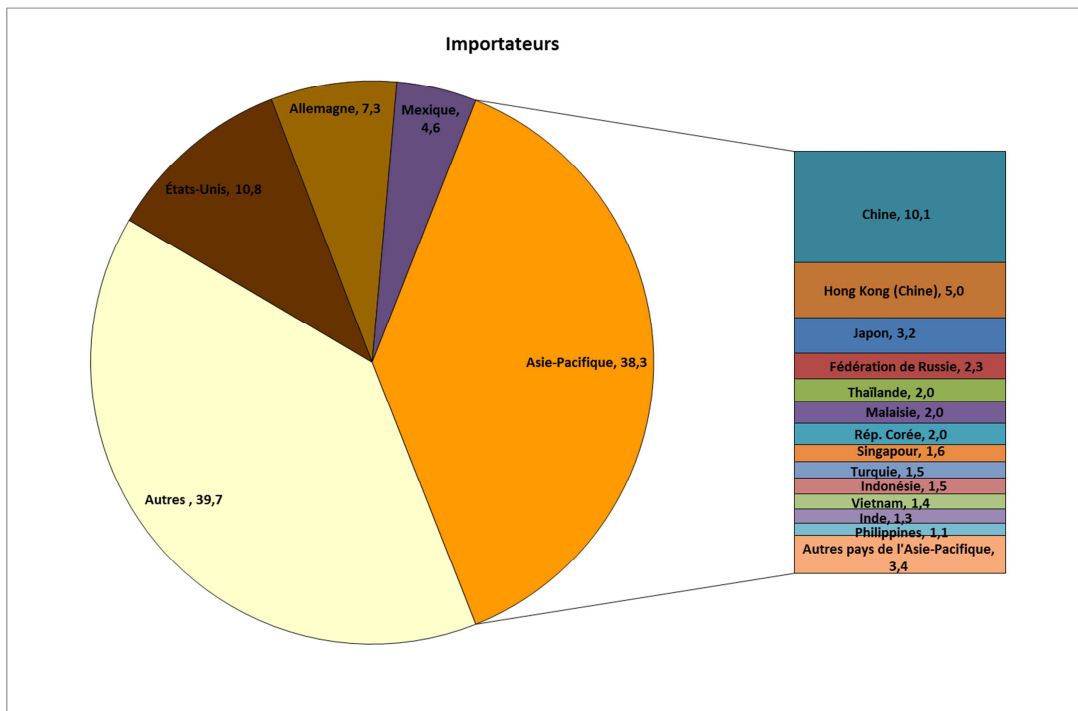
5. La région compte pour une part significative dans le commerce mondial des produits issus des chaînes de valeur mondiales. En 2013, 43 % des exportations d'intrants intermédiaires des chaînes de valeur mondiales dans le monde provenaient de la région, laquelle absorbait par ailleurs, la même année, 38 % des importations d'intrants intermédiaires des chaînes de valeur mondiales. Toutefois, 90 % de ces courants commerciaux étaient concentrés dans 10 pays: Australie, Chine, Japon, Inde, Indonésie, Malaisie, République de Corée, Singapour, Thaïlande et Turquie (figure 2).

Figure 2

Principaux exportateurs et importateurs d'intrants intermédiaires des chaînes de valeur mondiales (2013)

(Pourcentage du volume total des exportations et importations)





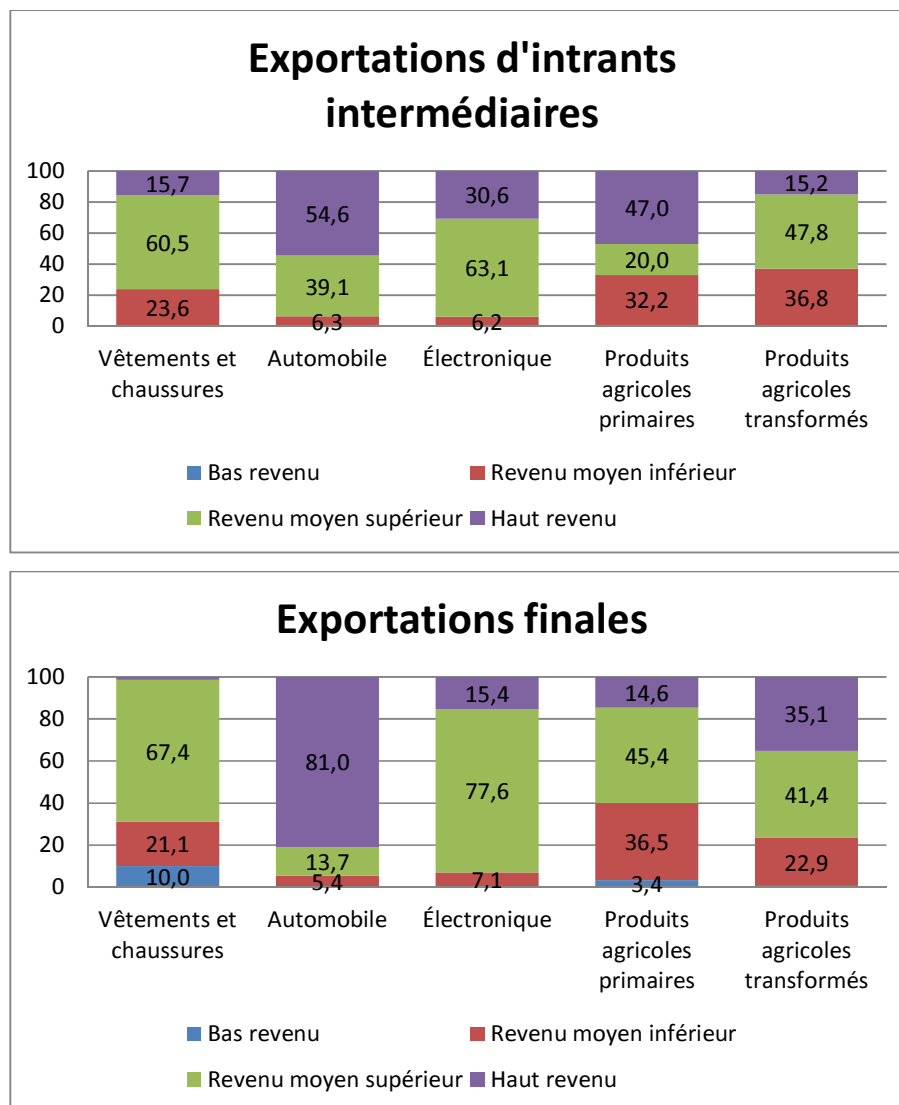
Source: CESAP.

B. L'expansion des chaînes de valeur mondiales contourne les pays à bas revenu

6. Les pays participants aux chaînes de valeur mondiales se trouvent à différents niveaux de développement mais la plupart d'entre eux sont des pays à haut et moyen revenus tandis que les pays à bas revenu sont laissés de côté.

7. De manière générale, les exportations des chaînes de valeur mondiales de l'Asie et du Pacifique sont essentiellement des produits électroniques exportés par les pays à revenu moyen supérieur (figure 3). Ces produits sont également prédominants dans les exportations d'autres groupes de produits, à l'exception des produits du secteur automobile, qui sont principalement exportés par les pays en développement à haut revenu. Il semble par ailleurs qu'il existe une division du travail entre les pays appartenant à chaque groupe de revenu. Ainsi par exemple, dans le groupe des pays à revenu moyen supérieur, la Chine est l'exportateur le plus important du groupe (et de la région), en particulier de produits électroniques. La Turquie et la Thaïlande occupent une place non négligeable dans les exportations, en particulier les exportations finales de produits automobiles et agricoles. La Malaisie est le plus grand exportateur d'intrants intermédiaires agricoles transformés et sa part des exportations d'intrants électroniques intermédiaires est considérable. Quant aux pays à bas revenu, dans la plupart des cas, leur part est négligeable, sauf en ce qui concerne les exportations finales de vêtements et de chaussures, principalement en provenance du Bangladesh et du Cambodge.

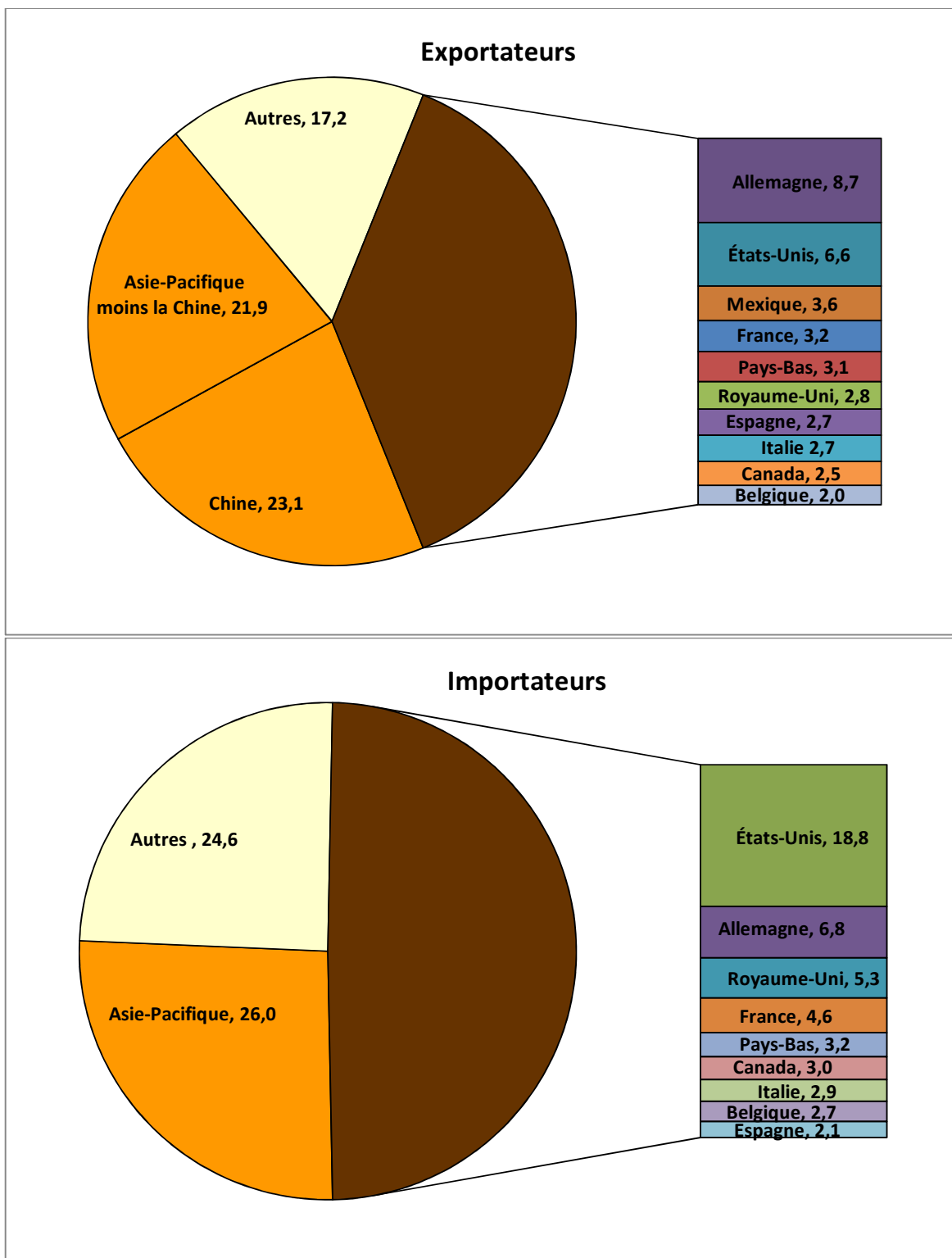
Figure 3

Part des exportations des chaînes de valeur mondiales par secteur et par groupe de revenu.*(Pourcentage des exportations de l'Asie-Pacifique)*

C. La demande de biens de consommation finale continue de provenir principalement des marchés traditionnels bien qu'il y ait eu un déplacement sensible vers l'Asie et le Pacifique

8. S'il apparaît clairement que les économies de l'Asie-Pacifique ont constitué une importante plate-forme franche d'exportation pour les produits issus des chaînes de valeur mondiales, la demande finale continue de venir principalement des pays développés situés en dehors de la région. Les importations de produits finaux des chaînes de valeur mondiales de la région ont représenté tout juste 26 % des importations mondiales en 2013 (figure 4). À l'inverse, environ 45 % des exportations de produits finaux issus des chaînes de valeur mondiales, à l'échelle de la planète, cette même année, ont eu pour origine l'Asie et le Pacifique, les exportations en provenance de Chine comptant pour la moitié des exportations finales de la région.

Figure 4
Principaux exportateurs et importateurs de produits des chaînes de valeur mondiales (2013)
(Pourcentage du volume total des exportations et importations)



Source: ESCAP.

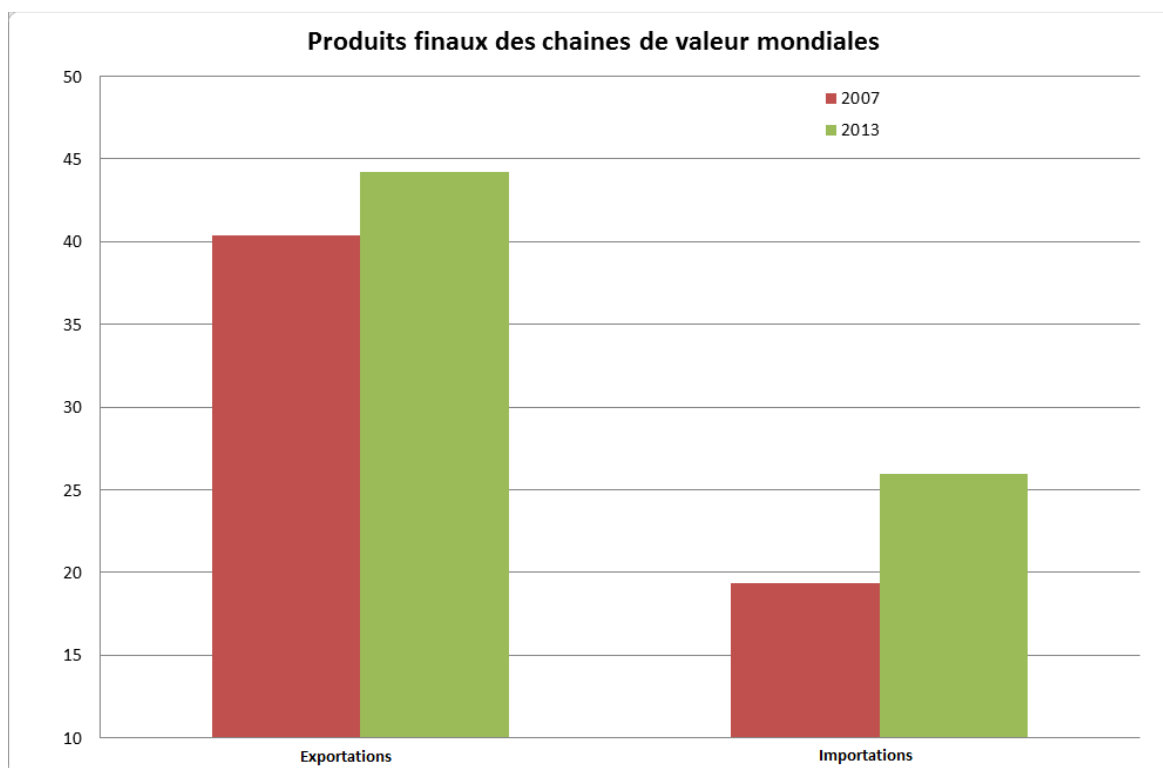
9. La crise économique de 2008/2009 dans les pays développés a précipité un déplacement de la demande mondiale des États-Unis d'Amérique et de

l'Union européenne vers les économies en développement. La région de l'Asie-Pacifique a accru considérablement sa part des importations finales qui sont passées de 19 % en 2007 à 26 % en 2013, soit sept points de pourcentage (figure 5). Les exportateurs des pays développés sont également conscients de la chute de la demande chez eux et sont en train de se tourner vers les marchés émergents. Le groupe espagnol Inditex (Zara) en donne un exemple. En 2009, le groupe a ouvert de nouveaux magasins de vente au détail en Chine, en Fédération de Russie, en Inde, au Kazakhstan et en République de Corée en vue d'améliorer ses résultats financiers après la crise.

Figure 5

Parts de l'Asie et du Pacifique dans le commerce mondial des produits finaux des chaînes de valeur mondiales, avant et après la crise économique mondiale de 2008-2009

(En pourcentage)



Source: CESAP.

D. Les variations de la demande entraînent des modifications dans la structure du commerce des intrants intermédiaires des chaînes de valeur mondiales

10. Les variations de la demande mondiale semblent avoir provoqué une restructuration du commerce des intrants intermédiaires des chaînes de valeur mondiales. Ainsi, on observe une baisse significative de la demande des États-Unis et de l'Union européenne en produits électroniques, en particulier en biens intermédiaires, depuis 2007⁶. Les intrants intermédiaires automobiles ont été moins affectés en raison de la demande robuste des économies en développement à croissance rapide. De ce fait, la part de l'électronique dans le commerce mondial des

⁶ Ces constatations semblent rejoindre celles de Milberg et Winkler (W. Milberg et D. Winkler, « Trade crisis and recovery: restructuring of global value chains », Policy Research Working Paper 5294 (Washington, D.C., Banque mondiale, 2010).

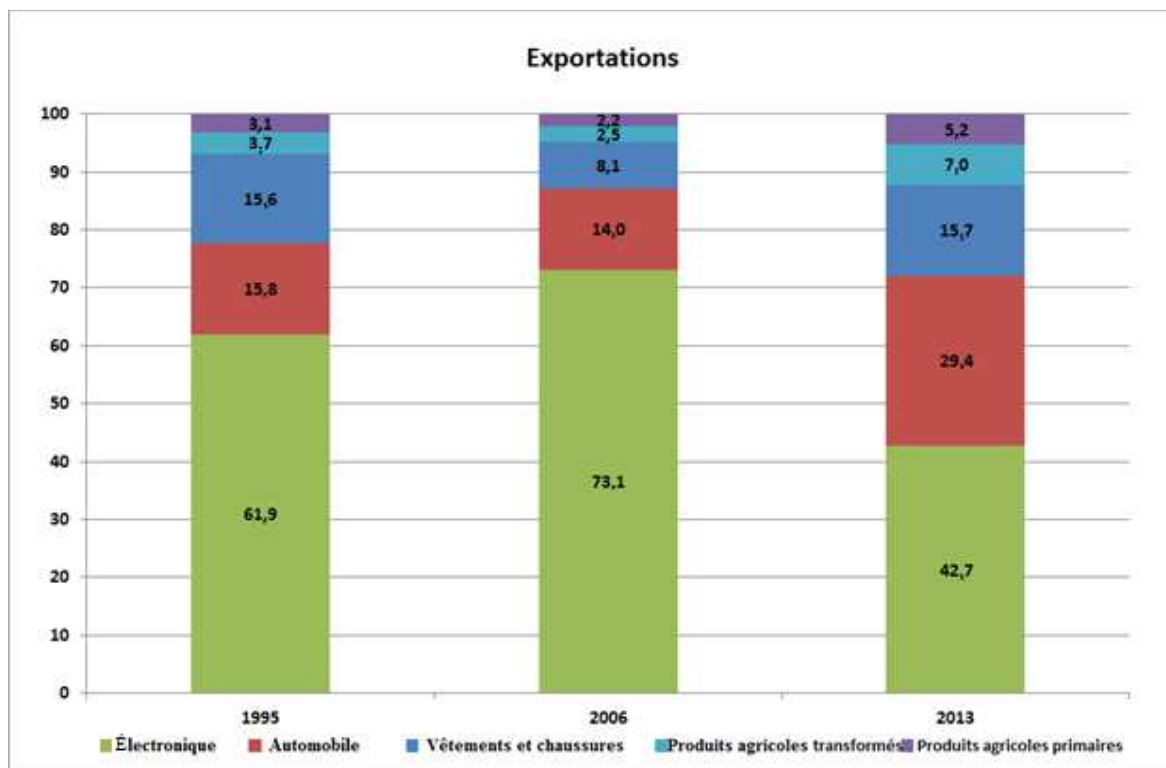
intrants intermédiaires a chuté, passant de 53 % en 2006 à 25,5 % en 2013 tandis que la part du secteur automobile progressait de 29,5 % à 40 % au cours de la même période.

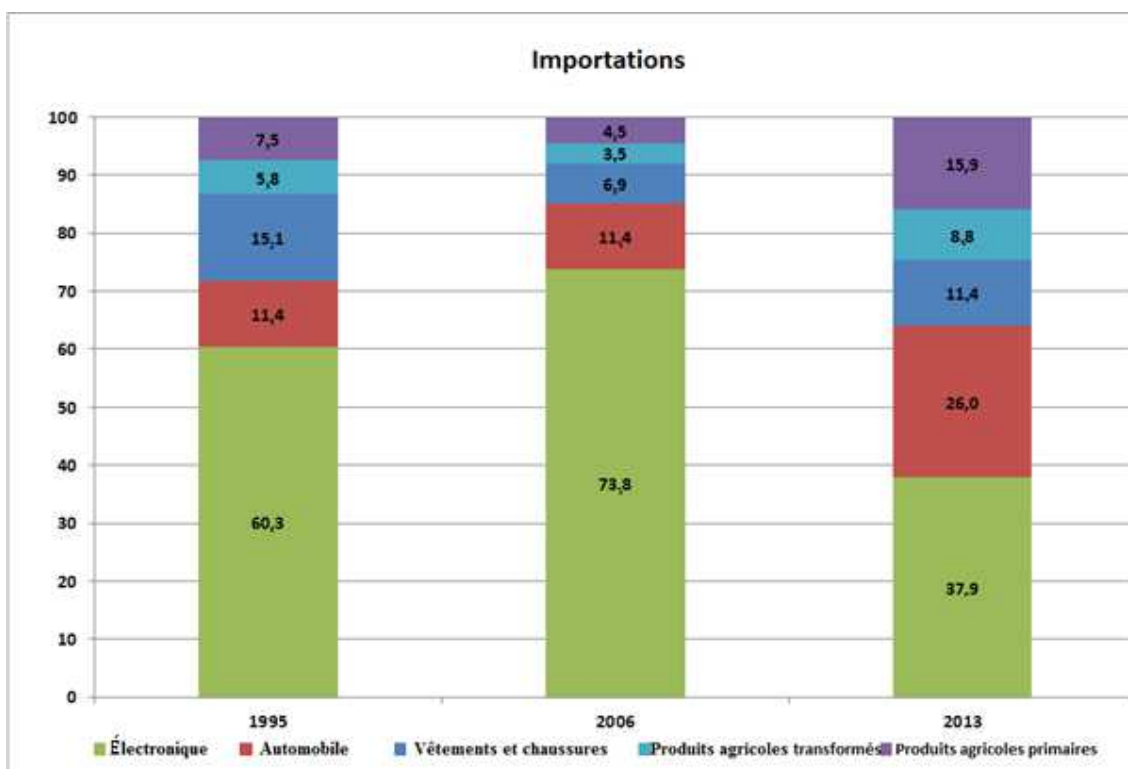
11. Ces variations à l'échelle mondiale ont eu des répercussions sur la structure des exportations de l'Asie et du Pacifique. En 2013, la part des intrants électroniques intermédiaires dans les exportations totales de ces biens dans la région s'est réduite, passant de 73 % à 43 % en 2006 tandis que la part des importations diminuait davantage encore, de 74 % à 38 % (figure 6). Le fait que la part des importations ait diminué davantage par rapport à celle des exportations pourrait donner à penser que les pays d'assemblage comme la Chine ont diversifié de plus en plus leur production vers des activités situées en amont de sorte qu'ils dépendent moins des pièces et composants importés et cette mutation a poussé d'autres pays de la région à se moderniser et à adapter leur position en fonction de l'évolution de la dynamique des chaînes de valeur mondiales.

Figure 6

Structure du commerce des intrants intermédiaires par pays de l'Asie et du Pacifique (1995-2013)

(Pourcentage du volume total des exportations et des importations)





Source: CESAP.

III. Dimension régionale de l'évolution des chaînes de valeur mondiales

A. Les initiatives d'intégration régionale et les chaînes de valeur mondiales s'entraînent mutuellement

12. L'expansion des chaînes de valeur mondiales a ouvert des perspectives d'intégration plus poussée en Asie et dans le Pacifique en permettant aux pays d'adopter la division du travail et la spécialisation (par tâche). Ainsi, les pièces et composants de produits électroniques à fort contenu technologique sont produits dans les pays relativement avancés comme le Japon et la République de Corée tandis que l'assemblage des différents éléments intermédiaires en produits finis est effectué dans des économies émergentes comme la Chine et le Vietnam. Le caractère régional des chaînes de valeur mondiales a été confirmé par des travaux de recherche utilisant des tableaux comparatifs d'échanges industriels ou intersectoriels par pays. Ainsi, Baldwin fait remarquer que, pour une bonne part, la valeur ajoutée dans les chaînes de valeur mondiales tend à se répartir à l'intérieur des blocs régionaux que l'on définit en gros comme « l'usine Europe », « l'usine Amérique du Nord » et « l'usine Asie »⁷. De Backer et Yamano font observer qu'environ les trois quarts des intrants intermédiaires intégrés aux exportations de l'Union européenne sont sourcés en Europe même⁸. De même, le Canada et le Mexique se tournent principalement vers les autres pays membres de l'Accord de libre-

⁷ R. Baldwin, « Global supply chains: why they emerged, why they matter, and where they are going », dans *Global Value Chains in a Changing World*, D.K. Elms and P. Low, eds. (Genève, Organisation mondiale du commerce, 2013), pp. 13-59. Disponible à l'adresse www.wto.org/english/res_e/booksp_e/aid4tradeglobalvalue13_e.pdf.

⁸ K. de Backer et N. Yamano, « Données factuelles internationales comparables sur les chaînes de valeur », document de travail de l'OCDE sur la science, la technologie et l'industrie 2012/3 (DSTI/DOC(2012)3) (Paris, 2012). Disponible à l'adresse [www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DSTI/DOC\(2012\)3&docLanguage=En](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DSTI/DOC(2012)3&docLanguage=En).

échange nord-américain: plus de 50 % des intrants intermédiaires importés et intégrés dans leurs exportations proviennent de cette zone.

13. Le caractère régional des chaînes de valeur mondiales peut s'expliquer par les coûts commerciaux. En effet, les pays font l'acquisition de biens intermédiaires auprès de pays relativement proches afin de réduire le plus possible les frais de transport ce qui est essentiel si l'on veut réduire les coûts commerciaux imputables aux infrastructures et services comme la logistique, les transports, les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les opérations de dédouanement. La rationalisation des services financiers et d'assurance a permis de réduire ces coûts. Les accords d'intégration régionaux peuvent contribuer partiellement à la réduction de ces coûts entre pays à l'intérieur d'une même région, surtout si ces accords facilitent une intégration poussée qui ne se limite pas à l'accès aux marchés. En d'autres termes, des accords d'intégration incluant la libéralisation du commerce des services, des dispositions relatives aux investissements, la protection des droits de propriété intellectuelle et l'harmonisation des normes et réglementations rendraient la production transfrontière plus efficiente.

14. S'il est difficile de quantifier le degré d'intégration que permettent les accords, les faits tendent à démontrer qu'il existe un rapport positif entre l'existence d'accords d'intégration régionaux et la croissance de la production interconnectée et du commerce entre pays membres⁹.

15. Cela étant, on peut aussi inverser le rapport de causalité. Orefice et Rocha¹⁰ estiment que plus la part du commerce dans les chaînes de valeur mondiales est importante, plus il faut s'attendre à voir des pays, en particulier, des pays d'Asie et des pays ayant des niveaux de développement différents conclure entre eux des accords de plus grande portée. Après la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain et la signature de l'Accord de libre-échange entre le Mexique et l'Union européenne, par exemple, les constructeurs japonais d'automobiles se sont trouvés dans une situation défavorable qui les a conduits à pousser leur gouvernement à signer un accord de libre-échange avec le Mexique. De plus, les accords de libre-échange conclus avec le Japon comprennent souvent des dispositions portant sur les questions transfrontières qui contribuent à un meilleur fonctionnement des réseaux de production internationaux; il s'agit notamment de dispositions relatives à la facilitation du commerce, à la protection et à la facilitation des investissements, à la coopération technique et à la coopération internationale en matière de politique financière¹¹.

⁹ Voir par exemple : R.C. Johnson et G. Noguera, « Fragmentation and trade in value added over four decades », NBER Working Paper No. 18186 (Cambridge, M.A., National Bureau of Economic Research, 2012); K. Hayakawa et N. Yamashita, « The role of preferential trade agreements (PTAs) in facilitating global production networks », IDE Discussion Paper No. 280 (Chiba (Japon), Institut des économies en développement 2011); J. Blyde, A. Graziano et C. Volpe Martincus, « Economic integration agreements and production fragmentation: evidence on the extensive margin », *Applied Economics Letters*, 25 novembre 2014; et G. Orefice et N. Rocha, « Deep integration and production networks: an empirical analysis », *The World Economy*, vol. 37, n° 1, p. 106-136.

¹⁰ G. Orefice et N. Rocha, « Deep integration and production networks: an empirical analysis », *The World Economy*, vol. 37, No. 1, pp. 106-136.

¹¹ A. Jerzewska, « Japan's FTAs as tools for achieving companies' commercial interests: do Japanese corporations need a region-wide trade liberalization treaty? », *Asian Regional Integration Review*, vol. 3 (Mars 2011), pp.1-17.

B. Le commerce intrarégional joue un rôle de plus en plus grand dans le développement des chaînes de valeur mondiales dans la région

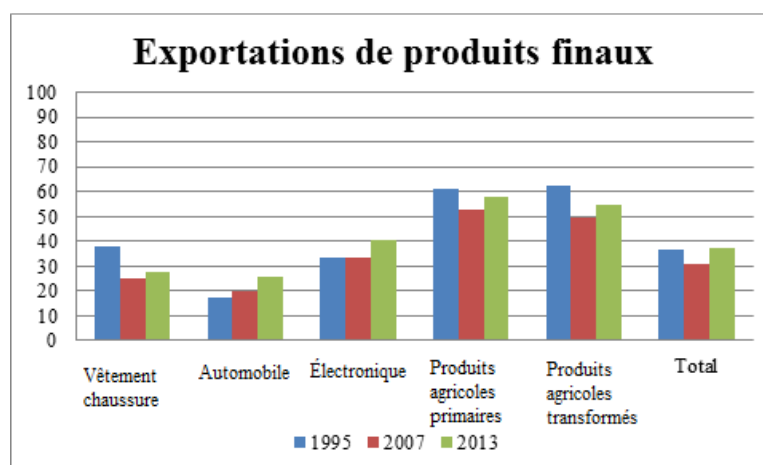
16. Le commerce intrarégional, en particulier le commerce des intrants intermédiaires, étant un élément important et de plus en plus prééminent du commerce lié aux chaînes de valeur mondiales, l'intégration régionale pourrait contribuer à accroître la participation des pays de l'Asie et du Pacifique aux chaînes de valeur mondiales. La part des exportations intrarégionales dans le volume total des exportations d'intrants intermédiaires de ces pays est passée de 52,6 % en 1995 à 58 % en 2013. La production liée aux chaînes de valeur mondiales en Asie et dans le Pacifique dépend dans une large mesure des importations intrarégionales de ces intrants intermédiaires. En 2013, plus de 65 % de ces intrants issus des chaînes de valeur mondiales et importées par les pays de la région provenaient de ces mêmes pays. Le volume de ces importations au niveau régional a été particulièrement significatif pour le vêtement et la chaussure, et pour l'électronique, soit 91,5 % et 82 % respectivement (figure 7). Les volumes ont été moins importants pour l'automobile et les produits agricoles transformés qui ont représenté respectivement 60 % et 50 % en 2013. À l'inverse, les importations de produits agricoles primaires, au niveau de la région, ont été relativement modestes, à 22 %.

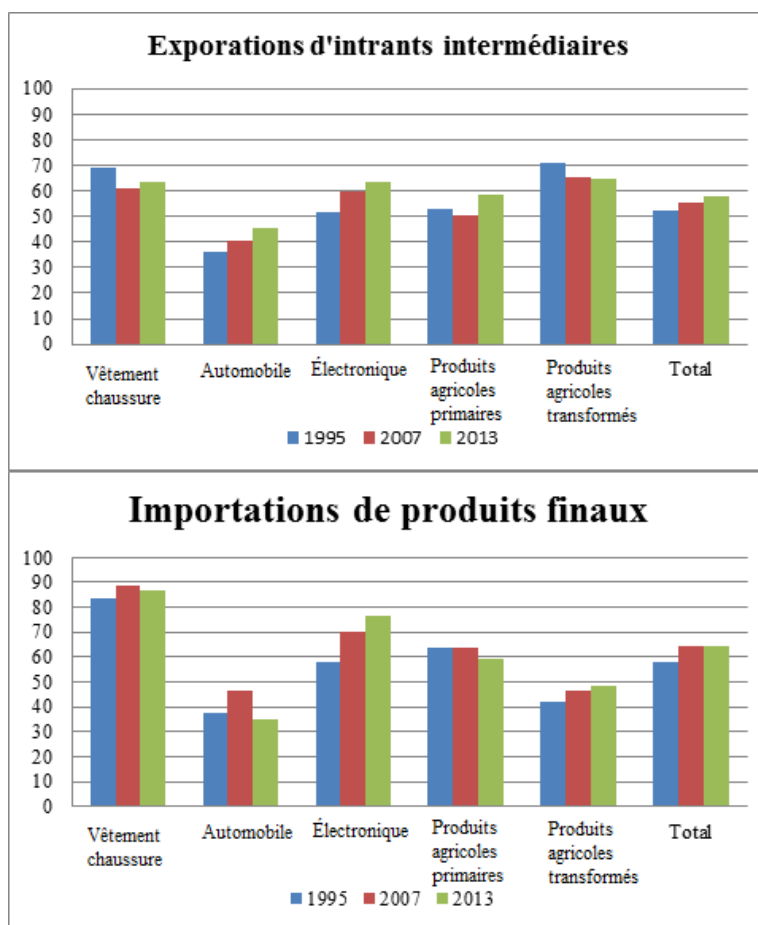
17. En ce qui concerne les produits finaux, le volume des exportations régionales de ces produits issus des chaînes de valeur mondiales en provenance des pays de l'Asie et du Pacifique a fortement augmenté, de 30,7 % en 2007 à 37% en 2013. L'intensité de l'activité commerciale régionale devrait s'accroître si la région devient un pôle de croissance mondial. Toutefois, les perspectives de croissance du commerce intrarégional de produits finaux devraient être différentes selon les secteurs. Les secteurs qui semblent relativement bien placés pour tirer parti du déplacement de la demande mondiale vers l'Asie et le Pacifique sont notamment le vêtement et la chaussure ainsi que l'électronique qui représentent une part élevée des importations intrarégionales, soit 86,5 % et 76,6 % du volume total des importations des produits finaux, respectivement. Ces déplacements de la demande mondiale de produits finaux vers de grands pays en développement de la région confèrent une importance supplémentaire à l'intégration régionale, en particulier pour les pays en développement plus petits de la région.

Figure 7

Parts du commerce intrarégional (1995-2013)

(Pourcentage du volume total des exportations et des importations)





Source: CESAP.

18. À l'intensification du commerce intrarégional des chaînes de valeur mondiales correspond la progression du commerce intrarégional parmi les pays à « revenu non élevé » (commerce Sud-Sud). Entre 1995 et 2013, la dépendance de plus en plus forte des pays exportateurs à bas revenu vis-à-vis des marchés des pays à revenu moyen supérieur est évidente (voir tableau). Les exportations des pays de l'Asie et du Pacifique à bas revenu vers les pays à revenu moyen supérieur de la même région ont représenté, en 2013, 66 % de leurs exportations d'intrants intermédiaires et 33 % de leurs exportations de produits finaux à l'intérieur de la région, soit une poussée spectaculaire de 58 % et 23 % respectivement par rapport aux chiffres de 1995. De même, le groupe des pays de l'Asie et du Pacifique à revenu moyen supérieur est devenu une destination majeure des exportations intrarégionales des autres groupes de pays, avec des parts d'environ 40,6 % à 53 % des exportations intrarégionales des pays à haut revenu, de 36,6 % à 46 % de celles des pays à revenu moyen inférieur et 11,7 % à 18,9 % de celles provenant du même groupe. À l'inverse, les exportations intrarégionales vers les pays à haut revenu de la région ont progressé beaucoup plus lentement. Ainsi, la part des exportations intrarégionales totales vers les pays à haut revenu, bien que non négligeable, s'est considérablement réduite pour passer à 39,1 % soit une baisse de 10,6 % au cours de la même période.

19. Les effets de l'intégration régionale sur les exportations régionales liées aux chaînes de valeur mondiales sont systématiquement étudiés à l'aide de la modélisation gravitaire. Les recherches de la CESAP montrent que les accords commerciaux régionaux ont un effet positif sur les exportations des pays de l'Asie et du Pacifique liées aux chaînes de valeur mondiales. Abstraction faite

d'autres facteurs, les chaînes de valeur mondiales offrent de bien meilleures perspectives pour les exportations si les pays ont conclu des accords commerciaux régionaux les uns avec les autres. Ces accords semblent être plus intéressants pour les exportations d'intrants intermédiaires que pour les exportations de produits finaux. De plus, leur impact se fait davantage sentir sur les exportations intrarégionales que sur les exportations vers le reste du monde¹².

Tableau

Exportations intrarégionales des produits issus des chaînes de valeur mondiales par groupes de pays en fonction du revenu (2013) et évolution par rapport à 1995

(Pourcentage des exportations intrarégionales)

	Produits finaux				Intrants intermédiaires			
	Haut	Moyen supérieur	Moyen inférieur	Bas	Haut	Moyen supérieur	Moyen inférieur	Bas
Importateurs								
Exportateurs								
Haut revenu	45,1	40,6	12,6	1,6	26,9	53,0	19,0	1,0
Évolution par rapport à 1995 (points de pourcentage)	-30,0	23,3	6,2	0,6	-25,6	15,6	10,1	-0,1
Revenu moyen supérieur	74,4	11,7	11,8	2,1	58,0	18,9	18,0	5,1
Évolution par rapport à 1995 (points de pourcentage)	-20,3	9,1	9,8	1,5	-22,4	7,2	11,8	3,4
Revenu moyen inférieur	43,7	36,6	16,1	3,6	30,0	46,0	14,4	9,7
Évolution par rapport à 1995 (points de pourcentage)	-39,1	27,2	10,4	1,6	-38,1	24,5	8,5	5,1
Bas revenu	50,6	32,9	16,4	0,0	12,7	66,2	20,4	0,7

Source: CESAP.

20. Toutefois, étant donné le caractère mondial de ces chaînes de valeur, les approches régionales de la libéralisation risquent de n'avoir que des avantages limités faute d'amélioration de la connectivité des pays avec leurs partenaires commerciaux mondiaux par la libéralisation et la facilitation unilatérales ou multilatérales du commerce et des investissements. Les recherches de la CESAP montrent que la réduction des barrières commerciales, tant pour les exportateurs que pour les importateurs, favorise l'accroissement des exportations des pays de l'Asie et du Pacifique liées aux chaînes de valeur mondiales. La baisse des tarifs dans les pays exportateurs, en particulier, semble avoir un impact significatif comparé à celui qu'aurait une telle baisse dans les pays importateurs ce qui sous-entend que la libéralisation commerciale

¹² Les coefficients estimés des variables fictives des accords commerciaux régionaux font apparaître une association positive entre un accord commercial régional avec des membres fictifs et les courants d'exportations bilatéraux. L'ampleur des coefficients estimés montre que, toutes choses égales par ailleurs, un accord commercial régional avec un pays partenaire respectif améliore considérablement les perspectives d'exportations, jusqu'à 80 % pour les exportations de produits finaux et 109 % pour les intrants intermédiaires. En ce qui concerne les exportations intrarégionales, les pourcentages pourraient atteindre 108 % et 120 % respectivement.

unilatérale d'un pays exportateur est une stratégie efficace pour accroître les exportations liées aux chaînes de valeur mondiales. Outre la facilitation du commerce, l'amélioration des TIC, de la logistique et des systèmes de transport, et l'élimination des obstacles transfrontières permettraient de renforcer le commerce multinational lié aux chaînes de valeur mondiales. Par conséquent, la conclusion d'accords d'intégration bilatéraux et régionaux sans réforme des politiques commerciales et d'investissement au niveau national, s'agissant en particulier de la facilitation du commerce, ne suffira pas à faire d'un pays un partenaire majeur dans les chaînes de valeur mondiales.

21. Par ailleurs, l'impact des accords commerciaux régionaux ne semble pas se faire fortement sentir sur les exportations des partenaires commerciaux qui sont des pays à revenu non élevé, principalement les autres pays en développement¹³. Une explication possible de l'impact relativement fort sur les exportations provenant des marchés des pays en développement est que les restrictions aux importations, telles que les tarifs de la nation la plus favorisée, dans les pays à haut revenu (pays du Nord) ont déjà été considérablement assouplies. À l'inverse, les accords commerciaux régionaux peuvent encore dans une certaine mesure favoriser le commerce entre pays en développement dont les tarifs appliqués aux importations demeurent au-dessus de la moyenne à condition que ces accords comportent des engagements fermes et qu'ils aient une portée et un champ d'application larges.

IV. Intégration du développement durable aux chaînes de valeur mondiales

22. Étant donné le rôle croissant que jouent les chaînes de valeur mondiales dans l'expansion du commerce et de l'investissement et la restructuration de la production de la région, il importe d'examiner leur impact sur le développement durable. Il convient également de déterminer les conditions auxquelles doivent satisfaire et les mesures que doivent prendre les gouvernements et les entreprises participant aux chaînes de valeur mondiales pour que ces dernières contribuent de manière positive au développement durable et également pour assurer leur durabilité. Il arrive que ces conditions ou ces mesures se contredisent et qu'un compromis soit nécessaire entre les trois dimensions du développement durable, à savoir l'efficacité économique, l'inclusivité sociale et la durabilité environnementale. Lorsqu'un compromis est nécessaire, le gouvernement doit généralement intervenir.

A. Impact positif et négatif des chaînes de valeur mondiales sur le développement durable

23. Les chaînes de valeur mondiales, qui ont bénéficié des apports de plus en plus importants d'investissements étrangers directs (IED), devraient avoir des effets à la fois positifs et négatifs sur les trois piliers du développement durable. Ces chaînes de valeur ont pour but d'améliorer l'efficacité économique dans tous les réseaux de production et ainsi de maximiser les résultats et de réduire le plus possible les coûts, et par là même d'optimiser les bénéfices. Elles sont censées faciliter à la fois l'accès aux marchés et aux ressources essentielles aux niveaux national et mondial. Toutefois, ces stratégies et cette activité peuvent engendrer des effets positifs et des effets négatifs sur le plan social.

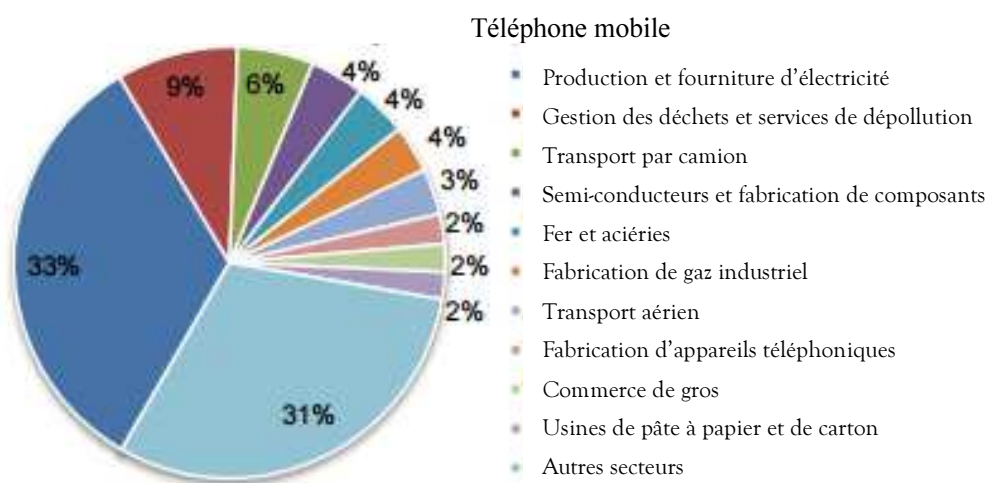
24. Bien que les chaînes de valeur mondiales puissent contrarier le développement de petites entreprises embryonnaires dans les pays en

¹³ *Asia-Pacific Trade and Investment Report 2015* (Bangkok, CESAP, 2015).

développement en raison de la pénétration rapide des sociétés transnationales sur les marchés grâce aux apports d'IED, elles peuvent aussi faciliter le développement inclusif de la région. En particulier, les petites entreprises, plus concrètement les petites et moyennes entreprises (PME) à vocation exportatrice ainsi que les PME industrielles auxiliaires, peuvent accéder aux réseaux en établissant des liens avec les grandes entreprises ou même avec d'autres PME intégrées à des chaînes de valeur mondiales. Ces dernières, en particulier, contribuent à stimuler l'activité à valeur ajoutée des PME qui en font partie, en leur offrant un marché constitué. Étant donné l'importance de ces entreprises pour l'emploi, notamment l'emploi des femmes, les chaînes de valeur mondiales contribuent au développement inclusif des pays. De plus, les normes privées imposées et le transfert de technologie ainsi que la formation dont bénéficient les fournisseurs locaux de la part des entreprises chefs de file peut contribuer à renforcer les capacités des PME.

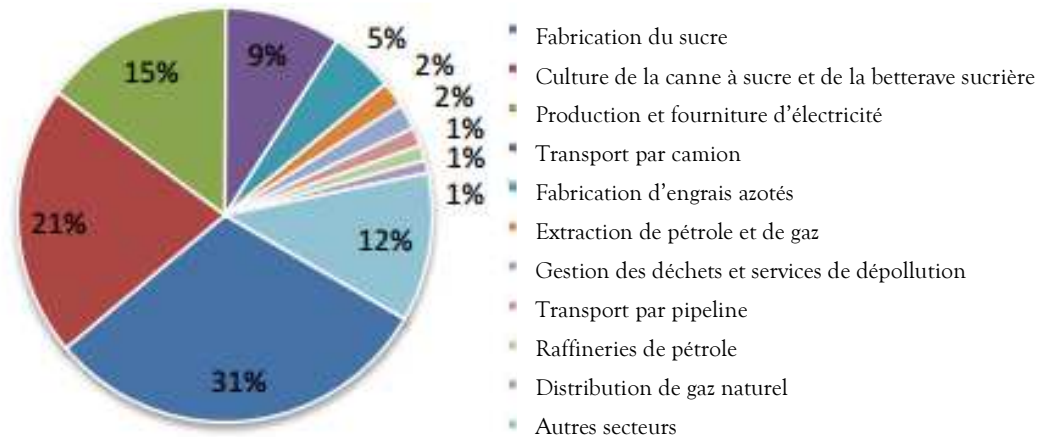
25. La figure 8 met en évidence l'empreinte carbone de deux produits majeurs des chaînes de valeur mondiales, le téléphone mobile et le sucre. Bien que les émissions de carbone émanant de ces deux produits aient des structures différentes, elles proviennent d'activités diverses qui se succèdent tout au long de leurs chaînes de valeur respectives. Ces activités sont conduites par un certain nombre d'entreprises, indépendantes ou non, qui interviennent dans la chaîne de valeur à différents titres, par exemple en tant que fabricant de produits ou fournisseur d'électricité. Il s'ensuit que l'on ne peut s'attaquer adéquatement au changement climatique qui est l'un des problèmes les plus cruciaux dans le programme de développement durable¹⁴ sans revoir tous les réseaux des chaînes de valeur mondiales et la structure détaillée de leurs émissions de carbone.

Figure 8
Empreinte carbone par produits



¹⁴ Voir www.un.org/en/ga/president/65/issues/sustdev.shtml.

Sucre



Source: Forum économique mondial, *Supply Chain Decarbonization: The Role of Logistics and Transport in Reducing Supply Chain Carbon Emissions* (Genève, 2009).

26. À cet égard, les entreprises chefs de file qui sont les moteurs des chaînes de valeur mondiales peuvent aussi sensibiliser les autres entreprises qui font partie de ces chaînes au changement climatique et faciliter l'adoption et l'introduction de technologies adaptées sur le plan climatique et autres initiatives pertinentes. Beaucoup d'entreprises, en particulier les PME situées dans les pays en développement, ne considèrent pas le changement climatique comme une préoccupation immédiate dans leur activité, principalement parce que leurs ressources et leurs capacités de gestion sont limitées. Elles n'ont souvent pas de stratégie de réduction des émissions de carbone ni d'intérêt particulier à donner d'elles-mêmes une image « écologique ». Toutefois, les consommateurs finaux, c'est-à-dire le grand public, surtout dans le monde développé, ont commencé à acheter les produits/services classés et éco-étiquetés « à faible indice carbone » ou « climato-intelligents », et/ou les acquièrent auprès d'entreprises ayant des pratiques écologiques actives. Cette évolution finira par obliger les PME à se conformer à ces exigences, poussées en cela par les entreprises chefs de file des chaînes de valeur mondiales qui reçoivent directement, ce qui est significatif, les réactions de la clientèle¹⁵.

B. Qu'est-ce qui motive les entreprises à rendre leurs chaînes de valeur mondiales plus durables?

27. Ce sont les avantages escomptés qui motivent l'amélioration de la durabilité des chaînes de valeur mondiales. Des experts comme Porter et Kramer¹⁶ énumèrent un certain nombre de motifs qui peuvent amener les entreprises à incorporer le concept de durabilité dans leur chaîne de valeur mondiale. On peut ainsi citer l'obligation morale, l'environnement et la gestion de la communauté, une licence d'exploitation, la réputation, la gestion des risques, le profit financier et l'innovation. De même, Brammer, Hoejmoose et Millington¹⁷ ont relevé les motifs suivants pour lesquels les entreprises

¹⁵ J.H. Lee, J.S. Kim et S. Maliphol, *Innovation System Diagnosis and STI Strategy Development for Least Developed Countries: Case of Lao PDR* (Séoul, Institut coréen des politiques pour les sciences et les technologies, 2011).

¹⁶ M. Porter et M.R. Kramer, « Strategy and society: the link between competitive advantage and corporate social responsibility », *Harvard Business Review*, vol. 84, n° 12 (2006).

¹⁷ S. Brammer, S. Hoejmoose et A. Millington, « Managing Sustainable Global Supply Chains: A Systematic Review of the Body of Knowledge » (London (Ontario), Network for Business

s'engagent à gérer durablement les chaînes de valeur mondiales: le désir de garder la clientèle ou d'attirer de nouveaux clients; le désir de gérer les risques ou les perturbations qui touchent les chaînes d'approvisionnement; la volonté de se conformer aux réglementations et législations; et la protection de la réputation de l'entreprise. La nature de ces motivations peut de manière générale être qualifiée de: a) « défensive » ou « réactive »; ou b) « positive » ou « proactive ».

28. On notera toutefois que ni les préoccupations environnementales ni les questions sociales, comme les problèmes au niveau communautaire ou les conditions d'emploi, ne constituent les principales raisons qui amènent les entreprises à gérer durablement les chaînes de valeur mondiales. À cet égard, on considère les consommateurs comme étant les principales parties concernées, suivis par les pouvoirs publics. Il est à noter aussi que le public en général, les groupes de pression et les organisations gouvernementales jouent également un rôle important en encourageant les entreprises à veiller à gérer durablement les chaînes de valeur mondiale.

C. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable entraîne la durabilité des chaînes de valeur mondiales

29. Dans la sphère entrepreneuriale, la gestion durable des chaînes de valeur mondiales était jusque-là abordée suivant le concept et les pratiques de la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable, ou ses proches parents que sont la responsabilité sociale, la responsabilité civique ou l'éthique des entreprises ou encore les pratiques ou la conduite responsable des entreprises. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable est un concept flou qui a de nombreuses interprétations, mais qui inclut en général des dimensions économiques, juridiques, sociales et environnementales¹⁸, qui correspondent plus ou moins aux trois dimensions du développement durable. La responsabilité économique constitue sans doute l'objectif le plus fondamental des entreprises, suivi par la responsabilité juridique dont doit faire preuve toute entreprise dans le respect du cadre juridique établi par les pouvoirs publics. Toutefois, la société escompte de plus en plus un niveau élevé de responsabilité sociale et environnementale de la part des entreprises. Cela a amené celles-ci à adopter la responsabilité à l'égard du développement durable comme élément de la gestion stratégique de leurs opérations, qui inclut les chaînes de valeur mondiales. En cela, la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable, en particulier des principales entreprises dans les chaînes de valeur mondiales, est importante pour assurer la durabilité des chaînes de valeur mondiales et le développement durable de manière plus générale.

30. La responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable implique également l'engagement effectif des parties prenantes ou leur participation à la gestion. Les chaînes de valeur mondiales entraînent en général la mise en réseau d'un certain nombre d'entités ou de personnes, comme les fabricants, les fournisseurs, les distributeurs, les organismes de contrôle, les fournisseurs financiers et les pourvoyeurs de services ainsi que les

Sustainability, 2011). Disponible à l'adresse: <http://nbs.net/wp-content/uploads/nbs-systematic-review-supply-chains.pdf>.

¹⁸ B. Carroll, « A history of corporate social responsibility: concepts and practices », *The Oxford Handbook of Corporate Social Responsibility*, Andrew Crane *et al.*, éd. (Oxford, Oxford University Press, 2008) p. 19-46. Disponible à l'adresse: www.oxfordhandbooks.com/view/10.1093/oxfordhb/9780199211593.001.0001/oxfordhb-9780199211593-e-002.

clients et les consommateurs, tant à l'échelon national qu'au niveau international. Lorsqu'il y a responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable, au lieu de s'efforcer simplement d'assurer un meilleur rendement aux actionnaires, une entreprise responsable prend en considération les intérêts de l'ensemble de ses parties prenantes, comme le personnel, les fournisseurs, les négociants, les communautés locales et le pays dans son ensemble¹⁹.

D. La participation des petites et moyennes entreprises aux chaînes de valeur mondiales est cruciale pour le développement durable

31. Contrairement aux grandes entreprises, les petites et moyennes entreprises ne considèrent pas souvent les questions de durabilité comme prioritaires et, en conséquence, ne sont en général guère au fait du programme de développement durable à moins d'être particulièrement engagées dans des secteurs directement concernés par les questions de durabilité, comme les énergies renouvelables, le recyclage et la gestion des déchets. Comme les petites et moyennes entreprises sont des acteurs clefs dans les chaînes de valeur mondiales, il importe de cerner et de relever les défis auxquels elles sont confrontées pour assurer la durabilité²⁰. En plus de la nécessité de faire face aux enjeux de la durabilité, les entreprises participant aux chaînes de valeur mondiales doivent être en mesure de satisfaire un nombre croissant de normes rigoureuses, d'obligations de conformité et d'homologation. Une concurrence intense sur les marchés découlant des chaînes de valeur mondiales force les prix à baisser, tout en obligeant les entreprises participantes à consolider leurs moyens de production et de gestion et leurs capacités technologiques. Cette situation crée un environnement concurrentiel difficile pour les petites et moyennes entreprises, qui sont généralement dépourvues de ces moyens.

32. Les chaînes de valeur mondiales devraient pouvoir offrir aux petites et moyennes entreprises la possibilité d'accéder aux marchés internationaux et les aider à consolider leurs moyens au cours du temps. En fonction du niveau de durabilité atteint par l'entreprise dominante, les chaînes de valeur mondiales devraient pouvoir aider également les petites et moyennes entreprises à assumer un niveau de responsabilité plus élevé à l'égard du développement durable. En particulier, ces dernières peuvent établir avec les grandes entreprises des relations fournisseurs dans le cadre de chaînes de valeur mondiales, comme des accords de sous-traitance²¹, et peuvent se spécialiser dans un nombre limité d'activités et de produits dans le cadre des chaînes de valeur mondiales, tout en ayant accès à des marchés régionaux importants et aux marchés mondiaux. Cela permettrait à ces entreprises de mieux organiser leur production et d'améliorer leurs technologies et compétences. Par ailleurs, les chaînes de valeur mondiales créent aussi un environnement plus exigeant, dans lequel les petites et moyennes entreprises doivent opérer de manière plus rigoureuse et améliorer non seulement leurs méthodes de production, mais

¹⁹ H.L.J. Johnson, *Business in Contemporary Society: Framework and Issues* (Belmont, C.A., Wadsworth Publishing Company, 1971).

²⁰ Cette question concerne en particulier les trois objectifs de développement durable proposés ci-après : objectif 8 : « promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous » ; objectif 9 : « mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation » ; et objectif 10 : « réduire les inégalités entre les pays et en leur sein ». Voir : www.un.org/fr/ga/president/65/issues/sustdev.shtml.

²¹ L'externalisation de la production auprès des petites et moyennes entreprises permet également d'accroître la rentabilité des entreprises dominantes car elles peuvent affecter leurs ressources en faveur des secteurs les plus stratégiques et les activités à plus forte valeur ajoutée. La sous-traitance peut également entraîner des améliorations technologiques et une bonne planification des ressources des petites et moyennes entreprises.

également leurs pratiques de gestion durable.

33. On peut mieux comprendre ces problèmes et d'autres rencontrés par les petites et moyennes entreprises dans le contexte de chaînes de valeur industrielles spécifiques qui intéressent tout particulièrement les économies régionales.

1. Agro-industrie

34. L'agro-industrie est l'un des secteurs de croissance les plus dynamiques au plan international, un grand nombre de ses produits provenant des pays en développement de l'Asie et du Pacifique. La domination de grands détaillants/supermarchés qui contrôlent les marques, les normes et les spécifications des produits agricoles, ainsi que l'accès aux marchés régionaux et mondiaux des produits agricoles importés des pays en développement, menace d'exclusion les fournisseurs qui ne sont pas en mesure de satisfaire aux nouvelles exigences. Elle offre toutefois d'importantes opportunités aux fournisseurs qui peuvent s'y conformer. Ainsi, la tendance à différencier les produits, comme les produits organiques, induite à la fois par le goût des consommateurs dans le monde et par les stratégies des détaillants soucieux d'améliorer leurs revenus, offre aux petites et moyennes entreprises qui en ont les moyens de bonnes occasions de profiter de marchés de niche de nature régionale voire mondiale. Par ailleurs, l'externalisation par les fournisseurs mondiaux d'activités de haute technicité, comme l'apposition de code-barres, l'étiquetage et la préparation d'aliments cuisinés, offre aux petites et moyennes entreprises de bonnes occasions de se moderniser dans le cadre des chaînes de valeur mondiales agro-industrielles.

2. Vêtement et habillement

35. Le secteur du vêtement et de l'habillement, qui est l'un des plus anciens et des plus importants secteurs d'exportation, et un secteur classique de « démarrage » pour l'industrialisation tournée vers les exportations, a joué un rôle essentiel dans le développement des petites et moyennes entreprises. Il représente typiquement une chaîne de valeur/un réseau qui évolue au gré des acheteurs, doté d'une structure industrielle mondiale hautement concurrentielle et largement dispersée, comprenant des concurrents régionaux et locaux. Les barrières à l'entrée sont relativement faibles pour la plupart des usines de confection, mais elles augmentent au fur et à mesure de la progression dans la chaîne de valeur mondiale lorsque l'on passe des textiles aux fibres. Deux facteurs fondamentaux influent sur la structure et la dynamique des chaînes de valeur mondiales dans le secteur du vêtement et de l'habillement: a) les pressions pour se conformer aux normes internationales rigoureuses en matière d'emploi et d'environnement; et b) les exigences des acheteurs mondiaux soucieux d'acquérir des produits meilleur marché, de meilleure qualité et dans des délais plus courts. On a constaté une augmentation de la concentration de la production dans les pays en mesure d'assurer une « production globale », par exemple au Bangladesh, au Cambodge, en Chine et en Inde.

3. Pièces automobiles

36. Le secteur des pièces automobiles comprend un groupe complexe d'entreprises de taille, de type et rayon d'activité géographique très différents, qui produisent une variété énorme de produits, allant des pièces très simples à des systèmes de haute technologie. Les possibilités de s'approvisionner localement sont particulièrement importantes, en raison du nombre élevé, de la taille et du poids des composants et des matériaux nécessités par le secteur. Pour les petites et moyennes entreprises dotées des moyens nécessaires pour

prendre part même aux niveaux de production les plus bas, le secteur des pièces automobiles peut offrir de grandes occasions d'accéder aux marchés régional et mondial. En Asie et dans le Pacifique, la compétitivité-coûts du secteur repose souvent moins sur le rendement et davantage sur l'accès à des intrants à bas coût, qui augmente dans de nombreux pays, comme c'est le cas pour la main-d'œuvre et les terrains. Le principal défi auxquels sont confrontés les fournisseurs de pièces automobiles de la région est d'améliorer la productivité et la durabilité et de faire baisser les coûts afin de maintenir ou d'améliorer leur niveau de compétitivité au sein des chaînes de valeur mondiales du secteur automobile.

37. L'analyse jusque-là semble clairement indiquer que, pour permettre aux petites et moyennes entreprises de participer efficacement dans les chaînes de valeur mondiales, plusieurs formes d'assistance technique s'imposent, notamment le développement des compétences dans des domaines comme le marketing, les techniques de vente, la technologie et la durabilité. Si les entreprises dominantes, qui sont très souvent des multinationales, ont fourni une assistance de ce type à leurs fournisseurs de petite taille et de taille moyenne dans le but d'améliorer l'efficacité et la durabilité tout au long de la chaîne de valeur mondiale, l'intervention des pouvoirs publics est également nécessaire pour forcer les petites et moyennes entreprises à se mettre en conformité avec les normes internationales plus rigoureuses en matière de produits et de procédés. De telles interventions amélioreraient la qualité de la production des petites et moyennes entreprises, le rendement et la durabilité des processus de production et, en fin de compte, élargiraient les débouchés commerciaux. Les gouvernements peuvent, en particulier, alléger les formalités administratives, développer les infrastructures, améliorer l'enseignement aussi bien général que commercial, et mettre en place le cadre juridique et réglementaire nécessaire.

E. Le concept d'économie circulaire peut améliorer la durabilité environnementale tout le long des chaînes de valeur mondiales

38. Depuis la fin des années 1970, l'économie circulaire suscite l'attention en tant que modèle économique dynamique pour remplacer les systèmes traditionnels de production linéaire, par exemple, du *prendre, fabriquer et jeter*²². Elle privilégie l'utilisation efficace des ressources et de l'énergie, le recyclage des produits et matériaux usagés et des déchets et la durabilité des chaînes de valeur intégrées des produits, même à l'échelon international. Une économie circulaire peut couvrir un large éventail de chaînes de valeur mondiales et les intégrer toutes au sein d'un système de production non linéaire, ou circulaire, afin d'optimiser l'efficacité des ressources et de la production dans ce système plutôt que de viser l'efficacité des différents composants et fonctions séparément au sein de la chaîne de valeur²³.

39. Les pratiques d'une économie circulaire sont centrées principalement sur la production et la distribution efficaces des ressources, à savoir notamment une production moins polluante, le recyclage des pièces et des produits, la gestion des déchets, l'attention aux matières de base utilisées pour les produits biomédicaux, la planification intégrée des ressources et la création de parcs éco-industriels, qui visent à réduire la consommation de ressources naturelles et d'énergie, à abaisser les émissions de gaz à effet de serre et à développer le

²² Michael Braungart et William McDonough, *Cradle to Cradle: Remaking the Way We Make Things* (New York, North Point Press, 2002).

²³ Les politiques des 3R (réduction, réutilisation et recyclage) pour la gestion des déchets sont souvent considérées comme les produits de l'économie circulaire.

recyclage²⁴. On estime à plus de mille milliards de dollars par an l'économie de matières premières réalisée dans le monde grâce aux mesures mises en place dans l'optique de l'économie circulaire²⁵.

40. La mise en œuvre par les gouvernements de politiques qui favorisent une utilisation plus efficace des ressources tout le long des chaînes de valeur mondiales peut stimuler l'évolution vers une production manufacturière éco-efficace, susciter une plus grande durabilité durant le cycle de vie des produits et, par conséquent, encourager la transition vers une économie circulaire. Depuis les années 1990, des pays comme la Chine, le Japon, la République de Corée et Singapour, ont pris l'initiative d'adopter une législation visant à intégrer les concepts de l'économie circulaire dans leurs stratégies nationales de développement. D'autres pays de la région, comme l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam, mettent partiellement en œuvre ou ont pour projet d'appliquer des politiques circulaires (portant par exemple sur un cadre juridique pour la gestion des déchets). Dans la plupart des pays en développement, toutefois, l'élaboration d'une politique d'économie circulaire et des cadres législatifs correspondants peut prendre des années et nécessiter au départ la mise en œuvre de lois spécifiques portant sur divers aspects, comme l'emballage, la conception des produits, les matériaux et le recyclage.

F. L'investissement social dans les chaînes de valeur mondiales est un important facteur de la durabilité de ces chaînes

41. L'investissement social ou responsable constitue un élément particulier de la responsabilité des entreprises à l'égard du développement durable. De manière générale, l'investissement social donne un degré de priorité élevé aux préoccupations sociales et environnementales dans les décisions relatives aux investissements commerciaux de manière à assurer un taux de rentabilité de l'investissement acceptable. En insistant sur les pratiques d'investissement social, les actionnaires (ou les investisseurs dans une entreprise) peuvent également exercer des pressions sur les entreprises pour qu'elles veillent à une gestion responsable et éthique afin d'assurer leur durabilité et continuité²⁶. En ce sens, l'investissement social offre la possibilité de promouvoir la durabilité tout au long des chaînes de valeur mondiales.

42. Les indices de responsabilité sociale, comme l'Indice de durabilité Dow Jones²⁷ aux États-Unis et l'Indice FTSE4GOOD²⁸ au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, donnent des informations sur les pratiques en matière de durabilité des diverses compagnies, de manière à ce que leurs actionnaires puissent prendre leurs décisions relatives à l'investissement social en consultant facilement les relevés de la durabilité²⁹. Par ailleurs, l'ONU a

²⁴ Programme des Nations Unies pour l'environnement, « Circular economy: an alternative model for economic development » (décembre 2006). Disponible à l'adresse: www.unep.fr/shared/publications/pdf/DTIx0919xPA-circulareconomyEN.pdf.

²⁵ Forum économique mondial, *Towards the Circular Economy: Accelerating the Scale-up across Global Supply Chains* (Genève, 2014).

²⁶ Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Creating Business and Social Value: The Asian Way to Integrate CSR into Business Strategies* (publication des Nations Unies, n° de vente E.10.II.F.18).

²⁷ www.sustainability-indices.com/.

²⁸ www.ftse.com/products/indices/FTSE4Good.

²⁹ M. Abe, « Developments in the concept of corporate social responsibility (CSR) », publié dans *From Corporate Social Responsibility to Corporate Sustainability: Moving the Agenda forward in Asia and the Pacific*, Studies in Trade and Investment n° 77, ST/ESCAP/2658 (Bangkok, CESAP, 2013).

lancé une série de principes pour l'investissement responsable³⁰ qui servent de guides pour les investisseurs et comprennent des considérations économiques, sociales et environnementales utiles dans les processus d'investissement. Ces principes contiennent une liste de mesures qui peuvent permettre de prendre en compte la question dans la prise de décisions générales en matière d'investissement concernant les chaînes de valeur mondiales.

G. Élargir l'application des instruments et pratiques relatifs à la durabilité des diverses entreprises et les incorporer dans les chaînes de valeur mondiales

43. Les instruments portant sur la durabilité à l'intention des entreprises occupent une place privilégiée dans les cadres afférents aux chaînes de valeur mondiales. Les instruments les plus largement utilisés comprennent le Pacte mondial des Nations Unies³¹, les directives de l'OCDE pour les entreprises multinationales³², ISO 26000³³ et la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale adoptée par l'Organisation internationale du Travail^{34,35}. Face à la progression de la mondialisation, chaque pays devrait adopter ces instruments internationaux et harmoniser concrètement leur cadre réglementaire national avec eux.

44. S'agissant de la planification, de la mesure et de l'évaluation des initiatives en matière de durabilité, on parle généralement de rapport sur la durabilité (ou la responsabilité sociale des entreprises). Ces dernières années, le monde des entreprises et le milieu universitaire se sont intéressés énormément à l'établissement de rapports sur la durabilité même si ses sources, comme les audits sociaux et la comptabilité non financière, remontent aux années 1940³⁶. En tant que forme de mesure de la protection de l'environnement, des relations du travail, du bilan en matière de droits de l'homme, des questions juridiques en suspens et des relations communautaires, l'établissement de rapports sur la durabilité est une étape évolutive naturelle dans la mise en œuvre d'initiatives de développement durable et, en fait, représente un effort de la part de la direction pour mesurer, contrôler et évaluer les résultats obtenus par une entreprise en matière de durabilité. À cet égard, il est une opération qui vise à responsabiliser davantage une entreprise à l'égard de ses partenaires s'agissant des objectifs et programmes de durabilité. Ainsi, le cadre dit du « triple bilan » pour l'établissement de rapports par les entreprises a gagné en popularité auprès d'un certain nombre d'entreprises dominantes. Ce cadre inclut les aspects économiques, sociaux et environnementaux de l'établissement des rapports et facilite les activités relatives à la durabilité des entreprises en veillant au bon usage du capital économique tout en mettant en place et utilisant simultanément le capital social et naturel. L'Initiative mondiale sur les rapports de performance³⁷ et le Pacte mondial des Nations Unies sont deux des principales initiatives portant sur l'établissement de rapports sur la durabilité à l'échelon mondial. Toutefois, les grandes entreprises sont les principales

³⁰ www.unpri.org/.

³¹ www.unglobalcompact.org/.

³² www.oecd.org/corporate/mne/.

³³ www.iso.org/iso/home/standards/iso26000.htm.

³⁴ www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:62:0::NO:62:P62_LIST_ENTRIE_ID:2453910:NO.

³⁵ Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Creating Business and Social Value: The Asian Way to Integrate CSR into Business Strategies* (publication des Nations Unies, n° de vente E.10.II.F.18).

³⁶ A.B. Carroll et G.W. Beiler, « Landmarks in the evolution of the social audit », *Academy of Management Journal*, vol. 18, n° 3 (1975), p. 589-599.

³⁷ www.globalreporting.org/Pages/default.aspx.

engagées dans l'établissement de rapports sur la durabilité; il n'existe à l'heure actuelle aucun rapport établi sur les chaînes de valeur mondiales.

45. Nombreux sont ceux qui font valoir que les trois dimensions du développement durable devraient être fermement incorporées dans les principales activités des entreprises, y compris la mise en place de chaînes de valeur mondiales, et valoriser davantage les résultats des entreprises³⁸. De manière générale, celles-ci traduisent le développement durable dans les chaînes de valeur mondiales suivant deux approches.

46. Suivant l'approche traditionnelle, les compagnies exécutent un programme de durabilité, souvent considéré comme une simple bonne action, qui est séparé de leurs opérations principales. En d'autres mots, leur objectif fondamental est de maximiser la valeur actionnariale, alors que le programme de durabilité porte sur des questions spécifiques de développement durable et cible les partenaires. Certains spécialistes, parmi lesquels Porter et Kramers³⁹, sont sceptiques à propos des initiatives relatives à la durabilité et font valoir qu'elles pourraient déboucher sur un échec si les principales compagnies, à savoir les grandes entreprises et les sociétés transnationales, n'admettent pas que l'établissement de rapports sur la durabilité est crucial pour les résultats de l'entreprise et des chaînes de valeur mondiales. Par ailleurs, les initiatives relatives à la durabilité peuvent n'être qu'un outil de marketing pour rehausser l'image de marque et la réputation de l'entreprise, ce qui constitue un motif commercial stratégique⁴⁰.

47. L'autre approche, qui retient de plus en plus l'attention, implique la pleine intégration de la durabilité dans les chaînes de valeur mondiales, afin de minimiser les effets négatifs et de maximiser les effets positifs résultant des activités des chaînes de valeur mondiales pour la société et l'environnement. Une telle intégration passe par le respect des codes de conduite, des normes du travail et des normes environnementales, qui devrait faire l'objet d'un réexamen et d'un renforcement au cours du temps et faire partie des opérations quotidiennes de toutes les entreprises participant aux chaînes de valeur mondiales. En bref, les entreprises peuvent avoir un impact positif plus grand sur la société et l'environnement en rationalisant leurs pratiques à l'égard de l'environnement durable dans le cadre de leurs opérations de base à travers les chaînes de valeur mondiales qu'au moyen de programmes de durabilité séparés. Toutefois, cette intégration doit s'accompagner d'un certain nombre de facteurs de réussite, comme des directives claires et un ferme engagement de la part des actionnaires, une bonne compréhension des principes de l'investissement social (ou responsable), une mobilisation active des partenaires, une étroite coordination et une gouvernance efficace de la part des sociétés participantes et des systèmes d'établissement des rapports adaptés.

48. Lorsqu'une société exerce des activités ou fait l'acquisition de produits dans d'autres pays, comme les pays en développement où les législations et réglementations diffèrent et les normes ne sont pas compatibles avec celles appliquées dans le pays d'origine de la société, gérer des initiatives relatives à la durabilité à travers une chaîne de valeur mondiale se révèle plus difficile en

³⁸ P. Newell et J.G. Frynas, « Beyond CSR? Business, poverty and social justice: an introduction », *Third World Quarterly*, vol. 28, n° 4 (2007), p. 669-681; et A.B. Carroll, « A history of corporate social responsibility: concepts and practices », publié dans *The Oxford Handbook of Corporate Social Responsibility*, Andrew Crane *et al.* éd. (Oxford, Oxford University Press, 2008), p. 19-46.

³⁹ M.E. Porter et M.R. Kramer, « Strategy and society: the link between competitive advantage and corporate social responsibility », *Harvard Business Review*, vol. 84, n° 12 (2006).

⁴⁰ Ibid.

matière de gouvernance, d'évaluation et de gestion de l'information, comme la planification des ressources de l'entreprise à l'international. La difficulté à remonter l'ensemble des processus de production et des réseaux de distribution, qui comprennent un certain nombre de sociétés indépendantes, présente de nombreux facteurs de risque cruciaux pour les stratégies et la gestion des chaînes de valeur mondiales.

V. Conséquences pour les politiques et rôle du secrétariat: questions portées à l'attention de la Commission

49. On trouvera ci-après une synthèse des conclusions et des conséquences pour les politiques établie à la lumière de l'analyse ci-dessus à l'intention de la Commission:

a) Les pays à faible revenu doivent participer davantage aux chaînes de valeur mondiales. Pour ce faire, des mesures de la part des pouvoirs publics s'imposent aux niveaux national et régional;

b) Il est essentiel de réduire les coûts du commerce pour permettre aux pays de participer plus concrètement aux chaînes de valeur mondiales et de surmonter leurs désavantages géographiques. Pour des coûts de production d'un niveau analogue, les coûts du commerce sont le facteur clef qui détermine la performance d'un pays dans les chaînes de valeur mondiales. Afin de réduire les coûts du commerce, diverses politiques peuvent être prises concernant la facilitation du commerce, le développement des infrastructures TIC, l'amélioration de la performance des services logistiques, la transparence réglementaire et d'autres politiques destinées à réduire les principales entraves au commerce au-delà des frontières;

c) Des accords favorisant l'intégration économique régionale pourraient contribuer à stimuler la participation des pays en développement de la région Asie-Pacifique aux chaînes de valeur mondiales à la condition qu'ils présentent un intérêt considérable et une grande portée. Toutefois, les accords bilatéraux et régionaux d'intégration n'auront guère d'effet sans la mise en place des réformes commerciales nécessaires au niveau national, en ce qui concerne en particulier la facilitation du commerce;

d) Le déplacement croissant de la demande mondiale de produits finaux vers les pays en développement de l'Asie et du Pacifique peut amener une intégration plus forte de la région dans les chaînes de valeur mondiales. De plus, la possibilité pour les pays de la région de bénéficier des retombées technologiques des activités à forte valeur ajoutée peut croître dans la mesure où la recherche et la conception ainsi que la gestion peuvent se déplacer vers la région, qui est le principal moteur de la demande finale. Le côté négatif est que le glissement de la demande finale du Nord vers le Sud risque d'entraîner le changement de la nature des produits des chaînes de valeur mondiales. Les produits finaux voulus par les pays en développement pourraient être moins diversifiés et de qualité inférieure. D'autre part, les consommateurs finaux dans les pays en développement pourraient être moins sensibles aux répercussions sociales et environnementales négatives des activités et des produits des chaînes de valeur mondiales;

e) L'intégration dans les chaînes de valeur mondiales pourrait ouvrir la voie à l'industrialisation et au développement économique, mais elle n'assure pas un développement économique durable à long terme. Si les pays participant aux chaînes de valeur mondiales semblent avoir relativement bien réussi à s'industrialiser et à atteindre une croissance économique élevée, pour qu'un pays puisse tirer profit à long terme de sa participation aux chaînes de valeur mondiales, il importe de se tourner vers des activités et secteurs de

production à plus forte valeur ajoutée tout en bénéficiant d'un environnement politique favorable;

f) La multiplication rapide des chaînes de valeur mondiales pourrait contribuer au développement durable si celles-ci sont elles-mêmes durables. En Asie et dans le Pacifique, toutefois, le lien entre les cadres de durabilité en place et les chaînes de valeur mondiales est faible et flou et doit donc être renforcé, et les entreprises dominantes devraient accroître leur assistance à leurs fournisseurs de petite taille et de taille moyenne et aux autres entreprises participantes afin d'améliorer l'efficacité et la durabilité à travers les chaînes de valeur mondiales. Dans le même temps, il y a lieu de déterminer quelles sont les principales parties concernées et de les engager à développer des chaînes de valeur mondiales durables;

g) Il incombe tout particulièrement aux gouvernements de promouvoir les pratiques entrepreneuriales durables au sein des chaînes de valeur mondiales, en particulier à l'aide des mesures ci-après: i) l'élaboration et la promotion d'un indice de la durabilité et l'établissement de rapports sur les chaînes de valeur mondiales durables; ii) l'adoption de principes pour l'investissement social à travers des chaînes de valeur mondiales; iii) la mise en place d'un environnement favorable, comprenant la législation et les réglementations nécessaires pour placer les entreprises sur un pied d'égalité; iv) la fourniture d'une assistance technique aux petites et moyennes entreprises, en particulier à celles qui font partie – ou ont le potentiel de faire partie – de chaînes de valeur mondiales afin de respecter les normes internationales applicables aux produits et aux procédés; v) des mesures incitatives favorisant les investissements étrangers directs de sociétés transnationales qui encouragent le développement des fournisseurs locaux, et l'adoption d'instruments et d'outils portant sur la durabilité reconnus à l'échelon international; et vi) la mise au point de mécanismes pour assurer la consultation des parties concernées et leur engagement à promouvoir la durabilité des chaînes de valeur mondiales;

h) Mettre en place un réseau régional de décideurs, d'associations d'entreprises, d'experts et d'organisations de la société civile, dont les groupes de consommateurs, pour superviser régulièrement le développement des chaînes de valeur mondiales et les questions connexes;

i) Revoir et amender les politiques commerciales et faciliter la circulation des produits recyclés et des résidus entre les pays et réduire les coûts de transaction connexes;

j) Mettre en place des mesures incitatives fiscales et autres afin d'encourager un plus grand investissement en faveur des solutions inspirées de l'économie circulaire et du développement de technologies durables;

k) Mettre sur pied des parcs éco-industriels en tant que projets pilotes pour une économie circulaire.

50. La CESAP, en sa qualité d'organisme régional, pourrait prendre les initiatives ci-après:

a) Mettre au point un indice régional de la durabilité;

b) Mener des travaux de recherche et d'analyse dans les domaines suivants: i) amélioration des statistiques et indicateurs utiles pour le développement des chaînes de valeur mondiales; ii) facteurs favorisant la participation des pays à faible revenu aux chaînes de valeur mondiales; iii) intégration des pratiques entrepreneuriales durables dans les stratégies, la gouvernance et la gestion des chaînes de valeur mondiales; iv) cadre juridique et politique nécessaire pour assurer la durabilité dans les chaînes de valeur

mondiales; et v) la circulation et la quantité de matériaux et de produits, y compris les produits recyclés et les résidus;

c) Communiquer les résultats de ses travaux de recherche et d'analyse aux pays et aux entreprises concernés à l'occasion de forums pertinents, comme les comités compétents et le Forum Asie-Pacifique des entreprises;

d) Mettre en place un cadre régional de coopération pour l'établissement de chaînes de valeur mondiales durables suivant les principes de l'économie circulaire;

e) Fournir une assistance technique grâce au renforcement des réseaux régionaux d'experts, de décideurs et de praticiens en place et établir des mécanismes de liaison plus efficaces entre ces réseaux (Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce sans papier en Asie-Pacifique, Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur le commerce, Conseil consultatif des entreprises de la CESAP et Réseau Asie-Pacifique des entreprises durables) pour superviser et orienter le développement des chaînes de valeur mondiales et les questions connexes.
